

5) Le point du texte 30 le plus dangereux dans son imprécision concerne la paysannerie et les nouvelles couches urbaines. Il est vrai que le problème est abordé sous un angle « militariste ». L'aptitude à la violence de ces couches n'est pas spécifiée historiquement et apparaît en conséquence comme une donnée naturelle qui se prête aux extrapolations. Il aurait fallu au contraire repartir de la place de ces couches dans la crise du stalinisme et préciser les dangers dont elles sont proteuses autant que leur place dans la construction du parti. Ainsi, le problème d'un nouveau banditisme urbain aurait du être cité à titre d'exemple. Par ailleurs, il n'est pas question pour nous d'accorder par principe à la paysannerie une capacité offensive supérieure à celle du prolétariat et décisive dans une période de crise révolutionnaire. Pas plus qu'il n'est question de vouloir sceller dès aujourd'hui et indépendamment de la construction du parti, de nos propres capacités d'organisation, des alliances de classe à travers les seules luttes de catégories. Bref nous n'ouvrons pas un « nouveau front » avec les paysans, qui viendrait prolonger l'intervention ouvrière et jeune de la Ligue.

Quand nous parlons de la paysannerie et de son rôle dans un pays développé, ce n'est pas à la place économique qu'elle occupe et aux différenciations qui la traversent que nous faisons allusion. C'est au phénomène historiquement daté et géographiquement circonscrit qu'elle exprime aujourd'hui, que nous nous référons. Le désespoir qui marque la paysannerie est certes dicté par la modernisation capitaliste de l'agriculture ; mais dans des régions déprimées par le développement du capitalisme il prend de plus en plus des formes violentes qui fascinent d'autres couches sociales et ont un effet sur le niveau de conscience de la classe ouvrière. Cette violence potentielle, des camarades ont vite fait de la borner à des sursauts de jacqueries ou à l'expression traditionnelle de la petite-bourgeoisie. Ils ne voient pas qu'elle accompagne bien souvent une histoire et une éducation politique de mouvements paysans qui ont des racines objectives complexes (type de culture, formes d'organisation, cohésion sociale autour de l'exploitation et de la production...), qu'ignoreront toujours les statistiques sur la diminution numérique des couches paysannes dans la composition sociale française. C'est à cette réalité que nous devons nous attacher vis-à-vis des échéances révolutionnaires et des capacités concrètes de l'organisation à y faire face.

S'il y a lieu de faire une auto-critique, c'est sur ce point qu'elle doit porter et sur l'imprécision des notions utilisées : lutte armée, guerre révolutionnaire prolongée, guerre civile.

### III — SUR LA QUESTION DU STALINISME

1) Nous avons expliqué ci-dessus pourquoi la question du stalinisme n'était pas abordée de front dans le texte 30. Nous maintenons cependant que les considérations organisationnelles des parties 2 et 3 condensent une conception implicite de la crise du stalinisme.

2) Il s'agit d'une conception globale de la crise du stalinisme. En cela nous nous inscrivons dans la continuité des thèses du 1er Congrès sur la dialectique des secteurs d'intervention, ou encore dans la continuité du 2ème souffle où la crise du stalinisme était analysée dans la complexité de ses conséquences sociales. Nous

disions alors que la faillite de la direction révolutionnaire à une époque où la bourgeoisie a épuisé son rôle historique progressiste, conditionne l'ensemble des processus sociaux et la structuration du champ politique : fonction des partis réformistes, rapports Etat-syndicats, place du mouvement étudiant. Lorsque Clelia, Radot et Sterne affirment que nous avons « une vision statique de la domination du stalinisme sur la classe ouvrière », ils visent mal. Nous avons au contraire une vision assez globale de la crise du stalinisme, et nous pensons l'avoir prouvé en pratique à maintes reprises. Nous pensons que la crise du stalinisme se manifeste davantage à l'heure actuelle par ses effets sur la radicalisation de la jeunesse en général et de la jeunesse ouvrière en particulier : par les rapports que peuvent nouer dans les luttes et au niveau organisationnel les différentes couches sociales avec le mouvement ouvrier, que par ses effets dans les rangs même des organisations stalinienne. Nous pensons au contraire que Roger a tendance à interpréter de façon étroite la crise du stalinisme, en la réduisant à la crise des organisations stalinienne. Ce que CRS auraient donc pu nous reprocher, ce n'est pas une vision statique du stalinisme, mais une sous-estimation des différenciations au sein des organisations stalinienne, ce qui est autre chose. Cette différence d'analyse se retrouve dans l'idée, partagée par CRS, des limites vraisemblables d'une expérience de contrôle ouvrier en France et de la nécessité d'une réintroduction volontariste de l'expérience d'auto-défense. Alors que Roger, répète, hors de toute considération historique précise : « Les mots d'ordre de contrôle ouvrier qui le mieux dans les grands bastions de la classe ouvrière peuvent contribuer à la maturation politique réelle ».

3) A partir de cette analyse implicite dans notre texte, on a beaucoup parlé d'un abandon de la classe ouvrière, ou d'un renoncement au travail de masse prolongé dans le mouvement ouvrier organisé. Des accusations de cet ordre sont trop graves, même si elles sont peu étayées pour que l'on n'ait pas à cœur de s'en laver. Et tout bien considéré, il nous apparaît que sur ce point encore la plus grande responsabilité de la confusion incombe à nos lecteurs trop peu attentifs. Rappelons donc, page 5 : « cette tactique... nous différencie aussi des ultra-gauches qui abandonnent aux mains des bureaucrates les gros bataillons organisés de la classe ouvrière et pensent reconstruire un mouvement ouvrier tout neuf par une pratique exclusive de débordement » ; plus loin page 7 : « Le problème qui est posé est celui de la dialectique dans notre intervention entre les vieux bastions ouvriers et les entreprises combatives, entre les cadres syndicaux chevronnés et la jeunesse ouvrière combative, entre la CGT et la CFDT ». Enfin, page 9, il n'est pas question d'abandonner notre intervention traditionnelle sur les gros bastions, mais de « modifier » ou d'« élargir » notre grille d'intervention ; il est même précisé « que nous ne pourrions pas multiplier d'autant (que le réclameraient les possibilités nouvelles) les cellules et les groupes taupe », et que le travail quartier ne peut être envisagé qu'en relation avec une « intervention entreprise déjà affirmée ».

4) En revanche, nous ne voudrions pas que les débats réels soient enfouis sous l'échange de mises au point réciproques. Il nous paraît par exemple à plusieurs reprises dans le BI 33 que Roger pose de manière émietlée les problèmes de construction de l'organisation.